



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 94 – 8 DECEMBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**COTE
D'IVOIRE :
SOMMET
UE-UA ET
VISITE DU
PRESIDENT
FRANÇAIS**

**KENYA : SIGNATURE
D'UN ACCORD POUR
UNE AUTOROUTE
RELIANT LE KENYA,
L'ETHIOPIE ET LE SUD
SOUDAN**

**LA NCC S'ENGAGE
POUR SECURISER LE
SECTEUR DES
TELECOMS AU
NIGERIA**

**ETHIOPIE : LA MISE
EN SERVICE DU
CHEMIN DE FER
ETHIO-DJIBOUTIEN
ATTENDUE EN
JANVIER**

**GUINEE : LE
CONSORTIUM SMB-
WINNING ANNONCE
UN INVESTISSEMENT
DE 3 Mds USD**

**PRODUCTION DE RIZ
: LE NIGERIA
CHERCHE A
ATTEINDRE
L'AUTOSUFFISANCE**

**GABON : SIGNATURE
D'UNE CONVENTION
DE FINANCEMENT
AVEC L'AFD**

**MAURICE, PREMIER
POURVOYEUR
D'INVESTISSEMENTS
DIRECTS ETRANGERS
(IDE) VERS L'INDE**

**ETHIOPIE :
AUGMENTATION DES
FRAIS DE STOCKAGE
DANS LES SEPT
PORTS SECS**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

CONJONCTURE

▼ Madagascar : adoption du projet de loi de Finances 2018

Le Sénat a adopté le 29 novembre le projet de loi de Finances 2018. Une croissance économique de 5,1 % et une hausse des recettes (y compris les dons) de 0,4 % de PIB, à 15,6 % du PIB, sont attendues (6322,3 Mds MGA ou 1,7 Mds €). Comparativement à 2017, les dépenses totales estimées à 7519 Mds MGA (2,02 Mds €) diminueront de 1,8 point de PIB à 18,6 % du PIB en raison notamment de la baisse de moitié des subventions à la Jirama et de l'arrêt des subventions à Air Madagascar. Le déficit budgétaire devrait reculer à 3,5 % de PIB, contre 5,9 % en 2017, et sera principalement financé par des emprunts extérieurs équivalents à 3,1 % de PIB et intérieurs à 0,4 % du PIB. Exprimé en volume, le budget prévoit un niveau stable d'investissements publics à 8,1 % de PIB.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice, premier pourvoyeur d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'Inde

Entre avril et septembre 2017, le montant des IDE en provenance de Maurice et destiné à l'Inde s'est élevé à 11,5 Mds USD devançant largement Singapour (5,3 Mds USD) et les Pays-Bas (1,9 Md USD). La France pour sa part arrive en 7^e position avec 301 M USD. C'est ce qu'indique l'étude que vient de publier le *Department of Industrial Policy and Promotion (DIPP)* qui relève du ministère indien du Commerce et de l'Industrie. Le bilan semestriel montre que Maurice occupe une solide première place parmi les pays sources d'IDE et ce, en majeure partie grâce au secteur du *Global Business*. Si Maurice maintient sa bonne performance semestrielle, il est estimé que les 15,7 Mds USD enregistrés en 2016-2017 soient dépassés d'ici la fin de l'exercice financier, en mars 2018.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : inquiétude de la Banque centrale sur la détérioration du déficit courant, attendu à 5 % du PIB en 2017

C'est ce qui ressort de la dernière réunion du Comité de politique monétaire de la Banque centrale qui projette un taux de croissance de l'économie de 3,8 % en 2017 et de 4,2 % en 2018. La détérioration du compte courant constitue un sujet de préoccupation en raison du creusement du déficit de la balance commerciale. Ce déficit devrait s'élever à 2,7 Mds USD (soit 22,0 % du PIB) d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, afin de continuer de soutenir la croissance, la Banque centrale a décidé de maintenir son taux directeur à 3,5 %, soit son plus bas niveau historique.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : faible croissance du crédit au secteur privé en dépit de l'assouplissement de la politique monétaire**

L'assouplissement de la politique monétaire de la Bank of Uganda (BoU) au cours des derniers mois, le taux directeur de la BoU étant passé de 13,0 % à 9,5 % entre octobre 2016 et 2017, a peu contribué à la croissance du crédit au secteur privé. Ainsi, la croissance annuelle du crédit au secteur privé est passée sur la même période de 16,3 % à 10,6 %. Cette situation s'explique notamment par le niveau relativement élevé de prêts non-performants (7,2 % du total des prêts, dont 45,0 % sont provisionnés), qui conduit les banques à être moins allantes sur le crédit aujourd'hui ; en parallèle, le faible dynamisme de la demande intérieure comme extérieure aurait aussi affecté la demande de crédit des entreprises.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : les transactions via le mobile money atteignent un nouveau record annuel à 14,8 Mds USD**

La Banque centrale d'Ouganda (BoU) a indiqué qu'avec 22 millions d'abonnés actuellement enregistrés pour le Mobile Money, la plate-forme est devenue un mécanisme fondamental pour faciliter l'inclusion financière des Ougandais dans le secteur bancaire formel. Récemment, le vice-gouverneur de la BoU, Louis Kasekende, a déclaré que les transactions d'argent via le mobile ont atteint sur l'année écoulée 54 000 milliards UGX soit 14,8 Mds USD et l'équivalent de la moitié du produit intérieur brut ougandais.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Progression des entrées de capitaux au Nigéria : vers un regain de confiance des investisseurs ?**

D'après le Bureau nigérian de la statistique, au 3^{ème} trimestre, les flux de capitaux importés ont progressé de 147,5 % en g.a., s'établissant à 4 145,1 M USD et composés à 67 % d'investissements de portefeuille (en progression de 200,7 % en g.a.) et 3 % d'investissements étrangers (en contraction de 65,5 %). Le Royaume-Uni est à l'origine de 41,89 % de ces flux, suivi des Etats-Unis. La France se place en 9^{ème} position, à l'origine de 44 M USD de flux de capitaux entrant au Nigéria. Il s'agit du premier trimestre depuis début 2015 qui dépasse le seuil des 4 000 M USD, alors que le deuxième trimestre était déjà en progression de 43,6 % en glissement annuel à 1 792,3 Mds USD.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : expansion du secteur manufacturier en novembre 2017, pour le huitième mois consécutif**

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a publié les chiffres relatifs à l'indice PMI du mois de novembre 2017, qui s'établit à 55,9. Il s'agit du huitième mois consécutif d'expansion du secteur manufacturier (55 au mois d'octobre) après trois mois de contractions successives en début d'année (indice à 47,7 en mars). Toujours selon la CBN, la moyenne de l'indice PMI sur les 11 premiers mois de l'année s'établit à 51,9, contre 45,2 en 2016. Des 16 sous-secteurs qui composent l'indice PMI, seuls trois sont en recul : les appareils ménagers et les composants (-6,2), les produits métalliques (-5,4) et les équipements de transports (-1,3).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le gouvernement nigérian cherche à augmenter ses recettes**

La ministre des Finances, Kemi Adeosun, a déclaré que son administration avait envoyé en début de semaine plus de 500 lettres de régularisation fiscale à des nigériens fortunés. Pour rappel, le gouvernement s'est engagé depuis juillet dans la promotion d'un programme de déclaration volontaire de patrimoine et de revenu (VAIDS), qui permet aux débiteurs défaillants de payer leurs impôts sans pénalité jusqu'en mars 2018. Sur les 70 M de personnes imposables au Nigéria, seulement 40 M paieraient des impôts, dont 13 % sont imposés à la source par le biais du programme PAYE (Pay as you earn). Toujours dans une logique de conforter les revenus du gouvernement, le ministère des Finances réfléchit à augmenter la taxe d'accise sur le tabac et l'alcool.

✉ aristide.gasangwa@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Ethiopie : augmentation des frais de stockage dans les sept ports secs**

L'entreprise publique *Ethiopian Shipping and Logistics Service Entreprise* (ESLSE) a annoncé que le tarif payé par les importateurs pour l'entreposage de conteneurs dans les ports secs va augmenter. Après 8 jours de grâce, l'entreposage d'un conteneur de 20 pieds coûtera désormais 99 ETB (3,6 USD) par jour à son propriétaire contre 43 ETB auparavant et le tarif pour un conteneur de 40 pieds passera de 80 ETB à 192 ETB (7 USD). Les conteneurs restant plus d'un mois seront taxés à hauteur de 418 ETB (15,3 USD) par jour, soit trois fois plus qu'auparavant. Cette mesure entend lutter contre la congestion des ports secs et pourrait s'inscrire dans la logique de relatif découragement des importations à la suite de la dévaluation opérée en octobre.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : nouvelles directives de la NBE concernant les devises**

A l'occasion d'une rencontre organisée par l'*Ethiopian Investment Commission* à laquelle étaient représentées six associations d'affaires (française, européenne, américaine, néerlandaise, chinoise et indienne), la *National Bank of Ethiopia* a confirmé la publication de directives incitatives pour les IDE et les exportations : les banques devront désormais allouer au moins 40 % de leurs devises aux importations des secteurs prioritaires ; et tout investisseur étranger peut désormais contracter un prêt en devises tout en devant respecter une proportion dette/capital de 60/40.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Madagascar : le projet de loi sur le recouvrement des avoirs illicites étudié au Parlement**

Le Parlement malgache étudie actuellement la possibilité de pouvoir confisquer tout bien réputé mal acquis sans jugement préalable de son propriétaire. Cette réforme compense le vide de l'arsenal juridique en la matière, et les autorités insistent sur son aspect dissuasif dans la lutte contre la délinquance financière à Madagascar. S'inscrivant dans la stratégie nationale de lutte contre la corruption, la demande de confiscation résulterait d'une initiative du Pôle anti-corruption (PAC) tandis qu'une chambre de saisie procéderait au dit recouvrement. Des dispositions sont également prévues pour garantir la restitution des biens aux accusés ayant obtenu gain de cause.

✉ eric.noitakis@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Maurice : adoption par le Parlement de la Small and Medium Enterprises Bill et de la création de la SME Mauritius Ltd**

Cette nouvelle entité peut désormais débiter ses activités suite à l'adoption de la loi visant à remplacer la Small and Medium Enterprises Development Authority (SMEDA) par SME Mauritius Ltd. Cette loi institue également la création d'un registre du commerce (Registrar) des petites et moyennes entreprises. L'interrogation porte désormais sur l'évolution statutaire des agents publics de la SMEDA, qui vont rejoindre SME Mauritius Ltd, entreprise de statut privé. Pour apaiser les craintes des agents, les autorités soulignent que des dispositions légales et des garde-fous nécessaires existent dans le cadre de la Companies Act. Enfin, il n'est pas prévu que les comptes de SME Mauritius soient soumis au Parlement.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Le Congo-Brazzaville et le FMI en discussion sur un programme d'ajustement structurel

Une mission du FMI séjourne à Brazzaville depuis le 5 décembre, afin d'entamer des négociations avec le gouvernement congolais en vue de la conclusion d'un programme financier. En marge de cette visite qui se termine le 20 décembre, des experts du département des Finances publiques du FMI, à Brazzaville depuis le 28 novembre, accompagnent les autorités congolaises dans le processus de rationalisation de la chaîne de la dépense publique afin d'en garantir sa bonne exécution, en tenant compte des nouvelles réformes en la matière. Ces deux missions sont renforcées par celle d'Afritac Centre qui forme depuis le 4 et jusqu'au 15 décembre, les agents de l'Institut national de la statistique.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : accord de la BAD pour le financement de la deuxième piste d'atterrissage du Jomo Kenyatta International Airport

Le 29 novembre, le CA de la Banque Africaine de Développement a approuvé un prêt de 160 M USD pour la construction d'une deuxième piste d'atterrissage de l'aéroport *Jomo Kenyatta International Airport* (JKIA) à Nairobi. Le coût total du projet est de 189,6 M USD, 29,6 M USD étant apportés par l'Etat kényan. L'objectif de cette deuxième piste est de permettre l'augmentation du trafic en provenance et à destination de JKIA, mais également d'améliorer la fiabilité du transport aérien, en réduisant les retards et les détournements d'avions dus à l'unique piste actuelle. L'objectif affiché de JKIA est de redevenir le hub aéroportuaire d'Afrique orientale, malgré la concurrence forte de l'aéroport international Bole d'Addis-Abeba et les ambitions du futur nouvel aéroport de Kigali.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : signature d'un accord pour une autoroute reliant le Kenya, l'Ethiopie et le Sud Soudan

Le Kenya a signé le 29 novembre un contrat avec le *Lamu Road Consortium* (LRC), comprenant le sud-africain *Group Five Proprietary Ltd* et la *Development Bank of Southern Africa*, pour la construction d'une autoroute de 530 km sur l'axe Lamu-Garissa-Isiolo, qui constitue la première section du corridor LAPSSSET (*Lamu Porth-South South-Ethiopia Transport*) visant à relier le port de Lamu aux capitales enclavées Juba et Addis-Abeba. La construction devrait débuter mi-2018 et durer quatre ans. Le contrat, signé en gré à gré, suit un modèle de PPP selon lequel LRC finance la construction de la route à hauteur de 620 M USD puis opère et maintient la route pendant 25 ans. Le mode de rémunération (péage ou loyer) n'est cependant pas explicité à ce stade.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : financement d'une ligne électrique entre le futur barrage éthiopien Renaissance et Khartoum**

Le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) a signé un accord de financement, d'un montant de 199 MUSD et d'une durée de trente ans, pour la construction d'une ligne électrique d'une capacité de 500 kV qui reliera le futur barrage éthiopien Renaissance à Khartoum. A ce jour, les encours du FADES au Soudan sont de 2,7 Mds USD, incluant les projets d'élévation du barrage de Roseires, le complexe du Haut Atbara et les barrages de Sit et ainsi que des routes dans l'est du Soudan.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : signature d'une convention de financement entre l'AFD et la République gabonaise**

L'Agence française de développement (AFD) et la République gabonaise ont signé une convention de prêt de soutien budgétaire portant sur la période 2017-2019 afin de contribuer à améliorer la situation financière du pays, conformément au Plan de Relance Economique du gouvernement gabonais et au programme conclu avec le FMI. Ce document a été signé le 1^{er} décembre 2017 par M. Régis Immongault, ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du développement durable et Mme Laetitia Dufay, directrice de l'agence régionale AFD du Gabon et Sao Tomé-et-Principe. Ce prêt servira à l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs et la mise en œuvre des réformes des finances publiques, définis avec le FMI. Il se compose de trois tranches annuelles de 75 M €, soit un montant total de 225 M €.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : financement de la BAD en soutien au projet GRAINE**

La Banque Africaine de Développement (BAD) a accordé un prêt de 64,4 Mds FCFA pour le développement du projet « Gabonaise de Réalisation Agricole des Initiatives des Nationaux Engagés » (GRAINE). Lancé en 2015 sous l'impulsion de la société Olam Gabon, le programme GRAINE vise, grâce au développement agricole, l'autosuffisance alimentaire, alors que le Gabon importe actuellement environ 60 % de sa nourriture et fait face à une demande croissante. Ce soutien financier devrait servir, en particulier, au financement d'infrastructures agricoles et à la formation des agriculteurs.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : relations avec le FMI**

Le Conseil d'administration du FMI du 1^{er} décembre 2017 a validé l'achèvement de la première revue de l'accord conclu avec le Bénin le 7 avril 2017 au titre de la Facilité Elargie de Crédit et approuve un second décaissement de 22,6 M USD (13 Mds FCFA). L'accord triennal porte sur une facilité de 111,4 M DTS (environ 158 M USD ou 90 % de la quote-part du pays au moment de l'approbation) sur la période 2017-2019.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : bitumage de la route Gounghin-Fada N’Gourma-Piega-frontière Niger**

Lors du Conseil des ministres du 30 novembre, une communication a été faite sur l’approbation par la BAD du projet de renforcement et de bitumage de la route Gounghin-Fada N’Gourma-Piega-frontière du Niger, longue de 218 km. D’importants travaux connexes sont aussi prévus, dont 36 forages, 18 000 m de mur de clôture, 9 000 m² de parking, 30 km de pistes rurales, 3,9 km de voiries en pavé, la distribution d’équipement en matériel de production et de transformation au profit de 50 groupements féminins, la construction et l’équipement d’une station de pesage. Le montant total du financement (192 M €) est assuré par la BAD, la Coopération japonaise, l’UE, la Commission de l’UEMOA et l’État burkinabè. La procédure de sélection des entreprises débutera en décembre 2017.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Niger souhaite mobiliser plus de 20 Mds d’EUR pour financer son PDES**

Dans le cadre de la vulgarisation et du financement du Plan de développement économique et social (PDES 2017-2021), le Ministère nigérien du Plan a animé le 16 novembre 2017 une conférence de presse portant sur la "Conférence de la Renaissance" qui se tiendra à Paris les 13 et 14 décembre, organisée en partenariat avec la Banque mondiale et le PNUD, comportant le premier jour une table ronde des bailleurs, suivie le second jour par un forum des investisseurs (www.nigerrenaissant.org). Les besoins de financement globaux du PDES 2017-2021 sont évalués à 13.735 Mds FCFA (20,9 Mds €) dont 8.171 Mds FCFA (12,5 Mds €) de dépenses publiques et 5.564 Mds FCFA (8,5 Mds €) de dépenses d’investissements privés. Les dépenses publiques seront financées à hauteur de 5.079,2 Mds FCFA (7,7 Mds € – 62 %) de ressources propres et 3.091,8 Mds FCFA (4,7 Mds € – 38 %) de ressources extérieures à mobiliser auprès des partenaires techniques et financiers lors de la table ronde de Paris.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : accord entre la BID et la BSIC pour le financement des PME**

La Société islamique pour le développement (ICD), branche de la Banque islamique de développement (BID) en charge du secteur privé, a signé un accord de 9 M EUR avec la filiale nigérienne de la Banque Sahélo-saharienne pour l’investissement et le commerce (BSIC), afin d’accompagner des PME. Techniquement, la collaboration dans ce cadre prendra la forme de ce qu’on appelle en finance islamique le "Wakalah", une collaboration dans laquelle la BSIC Niger engagera des fonds pour le compte de la Société Islamique pour le Développement. Cette facilité financière s’étale sur une période de 5 ans.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : programme de consolidation de l’Etat et du monde associatif (Pro-CEMA) financé par l’UE**

Une convention de financement a été signée entre la délégation de l’UE et l’Etat togolais, portant sur le renforcement de la présence féminine dans les cercles politiques du pays. D’un montant global de 3,3 M €, ce programme s’échelonnera sur 40 mois et verra la participation d’un bureau d’étude belge pour l’opérationnalisation de l’initiative.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Production de riz : le Nigéria cherche à atteindre l'autosuffisance

Le gouvernement fédéral a réaffirmé sa volonté d'atteindre l'autosuffisance dans la production de riz, grâce notamment au « Anchor Borrower's Programme » initié par le Président Buhari en 2015. Ce programme soutient les agriculteurs au moyen de distributions d'engrais et d'un accès facilité aux prêts bancaires. Le volume des importations de riz aurait baissé de plus de 644 000 tonnes entre septembre 2015 et septembre 2017, pour tomber à 21 000 tonnes aujourd'hui. Dans le secteur agro-industriel, la société belge AB InBev a annoncé un nouvel investissement sur le marché nigérian, avec la construction d'une 4ème brasserie valorisée à 250 M USD dans l'État d'Ogun (Sud-ouest).

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : lancement du recensement national de l'agriculture

Le Bénin se prépare à mettre en place un système permanent de statistiques agricoles, en participant au Programme mondial de recensement de l'agriculture 2020 mis en œuvre par la FAO. Une table-ronde de lancement les 2 et 3 novembre 2017 à Cotonou a permis de poser les bases techniques du premier Recensement national de l'agriculture (Rna). L'agriculture représente près de 47 % de la population active, contribue à près de 33 % du PIB et représentait en 2016 58 % des recettes d'exportation. Le recensement à venir permettra de corriger les insuffisances en matière de collecte, de traitement et de diffusion de données agricoles. Il permettra également d'avoir une photographie précise de la structure agricole du pays.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ethiopie : lancement du National Electrification Program (NEP)

En partenariat avec la Banque Mondiale, le gouvernement éthiopien a annoncé le lancement du *National Electrification Program* (NEP) pour la période 2018-2022. Celui-ci devrait contribuer à atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici à 2025, dont 65 % via le réseau et 35 % hors réseau (contre 21 % et 11 % respectivement de la population en 2017). Entre 2018 et 2022, le programme nécessitera environ 1 501 M USD d'investissements dont 1 017 M USD pour le réseau et 484 M USD pour les installations hors réseau.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : vers une levée de fonds par l'Etat pour le rachat de part dans le projet pétrolier de Turkana

Le gouvernement kényan prévoit de lever 1 Md USD d'ici 2019 via une double cotation de l'entreprise publique *National Oil Corporation* sur les places de Londres et Nairobi. Ce montant permettrait à l'entreprise d'acquérir des parts au sein des deux champs pétroliers de Turkana, et ce avant la mise en production prévue en 2021. En 2018, la production devrait démarrer avec l'exportation de 2000 barils par jour, avant d'atteindre une production de 100 000 bpj en 2021. Par ailleurs, l'entreprise britannique *Tullow Oil*, à ce jour actionnaire à 50 % des champs pétroliers au côté d'*Africa Oil* (25 %) et Total (25 %) a levé 2,5 Mds USD de dette dans le but de financer ses opérations en Afrique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : réduction des tarifs d'électricité pour les industriels

Depuis le 1^{er} décembre, les gros consommateurs d'électricité industriels et commerciaux qui basculent en production nocturne (22h-6h) devraient bénéficier d'une réduction tarifaire d'environ un tiers de la part énergie, soit 17 % du tarif total. Le secteur demandait la mise en œuvre de la facturation selon l'heure d'utilisation depuis dix ans. Cette mesure devrait améliorer la compétitivité des entreprises kényanes vis-à-vis de leurs concurrentes en Ethiopie, en Egypte, et en Afrique du Sud, où l'électricité est meilleur marché (entre 0.4 et 0.9 cUSD/kWh, contre environ 0.16 cUSD/kWh au Kenya actuellement). L'industrie lourde, notamment cimentière, devrait particulièrement bénéficier de cette réforme.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : visite de la société Shell

Une délégation dirigée par le directeur du développement de la société pétrolière *Shell* s'est rendu à Khartoum pour rencontrer le ministre délégué au Pétrole M. Saad Al-Din Al-Bushra. Le Soudan souhaite rouvrir son secteur pétrolier à des sociétés occidentales.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : un consortium chinois sous-traite au groupe français Suez la construction d'une usine de production d'eau potable

Le groupe français, Suez aura pour mission la réalisation des études d'ingénierie de l'usine de traitement, la fourniture d'équipements, la supervision du montage de l'usine et sa mise en service et enfin la formation du personnel camerounais. Les termes du contrat de sous-traitance du groupe Suez avec le consortium formé par China Machinery Engineering Corporation (CMEC) et l'entreprise publique chinoise Sinomach stipulent que les travaux devront être réalisés sur 36 mois, pour un montant d'un peu plus de 28 Mds FCFA (43 M d'€).

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : avancée dans les projets d'énergie solaire du PNDES

Le gouvernement vient d'adopter un rapport relatif aux résultats de la sélection de partenaires pour la réalisation de huit centrales solaires photovoltaïques dans sept régions du pays en BOOT (Build Own Operate and Transfert). Sont concernés : la Boucle du Mouhoun (Dédougou, 15 MWc), les Cascades (Banfora, 10 MWc), le Centre (Ouagadougou, 20 MWc et 10 MWc), l'Est (Fada N'Gourma, 10 MWc), les Hauts-Bassins (Orodara, 10 MWc), le Nord (Ouahigouya, 10 MWc) et le Sahel (Dori, 15 MWc), soit une production prévisionnelle totale de 100 MWc. Les négociations se poursuivent avec les entreprises qualifiées, dont plusieurs françaises, en vue de la conclusion des contrats en PPP et en contrat d'achat d'électricité par la procédure d'entente directe.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Exxon Mobil signe un contrat de recherche et de production

Le Président de la compagnie américaine Exxon Mobil, Stéphane Grenlee, a signé avec le Ministre mauritanien du pétrole, trois contrats de recherche et de production dans les blocs C14, C17 et C22 du bassin offshore mauritanien.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : lancement officiel du projet d'électrification rurale CIZO

Le Chef de l'Etat togolais, M. Faure Gnassingbé, s'est rendu à Awagomé (175 km au nord de Lomé) pour assister au lancement, par la société britannique BBoxx, de la phase pilote du projet CIZO. Cette initiative consiste à fournir des systèmes solaires domestiques auprès des populations rurales, remboursables par paiement mobile. BBoxx dispose d'un contrat de fourniture de 300 000 kits. D'autres entreprises du secteur privé devraient prochainement emboîter le pas, l'objectif étant d'électrifier 2 millions de foyers, ce qui permettrait de porter le taux d'électrification rurale à 40 % d'ici 2022 (contre 7 % actuellement). Le coût global du projet est estimé à 104 M € et sera majoritairement financé sur fonds privés.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : le Consortium SMB-Winning annonce un investissement de 3 Mds USD

Le consortium SMB-Winning, acteur majeur du secteur de la bauxite en Guinée, a présenté au Président Alpha Condé, son projet de construction d'une raffinerie d'alumine à Dapilon, dans la Zone Économique Spéciale de Boké, ainsi que d'une ligne de chemin de fer destinée à désenclaver le corridor de Boffa et à acheminer sa bauxite vers la raffinerie et son port minéralier de Dapilon. L'investissement global prévu pour ce double projet est estimé à 3 Mds USD. La phase d'études de faisabilité et d'impact social et environnemental commencera dès 2018 pour un début des travaux prévu en 2019. La phase de construction devrait créer environ 10 000 emplois et mobiliser les entreprises locales.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Tanzanie : premier projet de fonderie de coltan en Tanzanie

Le PDG de la compagnie minière canadienne *AB Minerals*, Frank Balestra, a rencontré la nouvelle ministre des Mines, Angellah Kairuki, le 28 novembre 2017. A l'issue de cette rencontre il a annoncé un partenariat entre sa compagnie et le Centre africain des minéraux et des sciences de la terre (AMGC) en vue de créer à Dar es Salam la première fonderie de coltan à échelle industrielle du pays. L'usine, présentée comme « à faibles coûts », serait construite en Amérique du Nord et expédiée dans des conteneurs à Dar es Salam. Elle aurait la capacité de traiter 3 000 t de concentré de coltan par an. Le projet, évalué à 40 M USD, relève d'une nouvelle technologie de fusion écologique «*Made for Africa*» déjà mise en place au Rwanda.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : investissement record pour un projet d'usine de ciment

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement, Charles Mwijage, a annoncé que le projet d'usine de ciment, évalué à 1 Md USD, à Mkinga, dans la région de Tanga au nord-est du pays, était dans sa phase finale. Ce projet résulte d'une joint-venture entre les sociétés chinoises Sinoma et Hengya Cement. Il s'agit de la plus grande usine de ciment du pays, avec une production initiale de 2,5 Mt par an, et qui sera progressivement portée à 7 Mt par an. 70 % de la production sont destinés à l'export et l'usine fournirait jusqu'à 8000 emplois directs et indirects. En 2016 la production totale de ciment en Tanzanie était de 7,9 Mt répartis entre sept compagnies, avec une capacité installée de production de 10,3 Mt par an.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Lancement des travaux de réhabilitation du chemin de fer Abidjan-Kaya

Le ministre ivoirien des transports Amadou Koné et son homologue burkinabé Souleymana Soulama viennent de procéder au lancement, à Abidjan, des travaux de réhabilitation et de modernisation de la ligne ferroviaire qui va relier la capitale ivoirienne à Kaya (Burkina Faso). L'investissement global est estimé à 400 M €. Les travaux seront exécutés en deux phases, dont la 1ère s'étalera sur la période 2018-2021 pour un investissement de 130 M EUR. Elle portera sur le renouvellement de 180 km de voie ferrée, la modernisation de 51 ouvrages, la rénovation de 30 gares et la consolidation de 337 km de plateforme. La gestion et l'exploitation de ce chemin de fer est confiée à Sitarail, entreprise détenue à 67 % par Bolloré.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : la mise en service du chemin de fer éthio-djiboutien attendue en janvier

Le chemin de fer éthio-djiboutien, inauguré en octobre 2016 en Ethiopie puis en janvier 2017 à Djibouti, devrait entrer en service en janvier 2018 après plusieurs mois de tests. Cette ligne de 752 km, qui relie la capitale éthiopienne Addis-Abeba à Djibouti, sera gérée et exploitée par la *China Civil Engineering Construction Corporation Ltd* (CCECC) pendant 6 ans.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : double cotation de l'entreprise publique *National Oil Corporation* sur les places de Londres et Nairobi**

Le gouvernement kényan prévoit de lever 1 Md USD d'ici 2019 via une double cotation de l'entreprise publique *National Oil Corporation* sur les places de Londres et Nairobi. Ce montant permettrait à l'entreprise d'acquérir des parts au sein des deux champs pétroliers de Turkana, et ce avant la mise en production prévue en 2021. En 2018, la production devrait démarrer avec l'exportation de 2000 barils par jour, avant d'atteindre une production de 100 000 bpj en 2021. Par ailleurs, l'entreprise britannique *Tullow Oil*, à ce jour actionnaire à 50 % des champs pétroliers au côté d'*Africa Oil* (25 %) et Total (25 %) a levé 2,5 Mds USD de dette dans le but de financer ses opérations en Afrique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : la filiale domestique d'Air Madagascar opérationnelle en mars 2018**

Cette annonce survient après la désignation des nouveaux membres du CA de la compagnie nationale et la signature du pacte d'actionnaires avec Air Austral, dorénavant détenteur de 39 % du capital d'Air Madagascar en attendant de porter sa participation à 49 %. Pour pallier les différents problèmes de dessertes des routes domestiques, Air Madagascar créera prochainement une filiale et procédera au recrutement de pilotes ainsi qu'à la remise à niveau de la flotte afin de desservir deux fois par jour les principales villes du pays et quotidiennement les villes secondaires. D'ici la fin de l'année 2018, la compagnie aérienne ambitionne également de desservir quatre fois par semaine la route Antananarivo-Paris et une fois par semaine la route Antananarivo-Marseille avec deux Airbus A340.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : L'ARPCCE lance une nouvelle campagne d'identification des abonnés**

L'Agence de régulation des Postes et des communications électroniques (ARPCCE) a lancé une nouvelle campagne d'identification des abonnés de téléphonie mobile sur tout le territoire national, avec l'appui des opérateurs Airtel, Azur, Mtn et Warid. L'opération, qui a démarré le 30 novembre, vise à identifier tous les abonnés et à lutter contre l'usage illégal des services de télécommunications. L'Agence, qui a démantelé en 2017 une demi-douzaine de réseaux spécialisés dans la fraude téléphonique appelée SIM BOX, avait lancé une première campagne d'identification en 2011. Plus de 90 % d'abonnés avaient été identifiés en huit mois.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ La NCC s'engage pour sécuriser le secteur des télécoms au Nigéria

Le 22 novembre, la Commission des communications du Nigéria (NCC) et le Corps de sécurité et de défense civile (NSDC) ont signé un MoU visant à préserver les infrastructures télécoms critiques nationales des actes de vandalisme et de vol. L'objectif, double, consiste à la fois à sécuriser les investissements consentis dans le secteur et à garantir l'accès aux services télécoms de base. Par ailleurs, la NCC souhaite développer avec la Banque centrale du Nigéria (CBN) un cadre légal qui permettra aux banques et aux opérateurs téléphoniques de radier de leurs services tout détenteur d'un compte bancaire ou d'un abonnement téléphonique relié à un cas de fraude.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : l'enseigne française Carrefour ouvre officiellement un supermarché à Douala

Le supermarché Carrefour Market de Bonamoussadi a été officiellement inauguré le 5 décembre 2017 par le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana en présence de l'Ambassadeur de France au Cameroun. D'un investissement de 7 MDS de FCFA, cette grande surface a permis de créer 350 emplois (dont 200 directs). L'espace commercial de plus de 8 000 m² référence de 10 000 produits, dont 1 500 produits issus de l'agriculture et de l'agro-industrie camerounaise. Cet investissement important se justifie par la forte demande de la classe moyenne camerounaise.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville: 2 start-up congolaises participeront à la finale de "Get in the ring" en 2018

La start-up congolaises Day entreprise, spécialisée dans la distribution de produits agricoles, et Tinda, dans le mobile banking, ont été sélectionnées à l'occasion de la 2^{ème} édition de « Get in the ring Brazzaville », qui a eu lieu le 30 novembre, pour représenter le Congo-Brazzaville à la finale mondiale qui se tiendra du 30 mai au 1er juin 2018 au Portugal. « Get in the ring » est un concours de start-up international initié par une fondation hollandaise, qui consiste à confronter des start-up dans un ring de boxe. Au Congo-Brazzaville, l'association congolaise Idée a été mandatée pour organiser l'évènement au niveau national et dans 10 autres pays africains.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : NSIA rachète la Diamond Bank

Le groupe ivoirien de bancassurance, fondée par l'homme d'affaires Jean Kacou Diagou, vient de finaliser l'acquisition du groupe bancaire nigérian Diamond Bank. Cette opération aurait coûté environ 61 M €, soit 1 985 000 actions représentant 97 % du capital de Diamond Bank. Principalement active au Bénin et forte de 700 employés, Diamond Bank possède trois succursales implantées en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. NSIA confirme, à travers cette acquisition, sa volonté d'accélérer l'expansion de son réseau bancaire en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Seychelles : organisation d'une conférence des donateurs pour financer les projets d'assainissement de la SPUC

La « *Seychelles Public Utilities Corporation* » (SPUC) organisera une conférence des donateurs au mois de janvier dans le but de mobiliser des fonds et ce, dans le cadre de son plan directeur d'assainissement auquel il convient de rajouter plusieurs autres projets d'égouts pour le Grand Victoria et sur la côte Est. La société aurait besoin d'environ 60 M USD. Le plan directeur d'assainissement tient également compte des liens avec d'autres secteurs tels que l'électricité, les déchets et le drainage.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Sommet UE-UA et visite du Président français

Le Président Emmanuel Macron s'est rendu au 5^e Sommet UE– UA 2017 à Abidjan qui portait sur le thème : « Investissement dans la jeunesse pour un avenir durable ». Outre sa participation aux travaux du Sommet, il a également procédé, aux côtés de son homologue ivoirien, au lancement des travaux de construction de la ligne 1 du Métro d'Abidjan.. Les travaux seront réalisés par le groupement d'entreprises françaises composé de Bouygues, Colas Rail, Alstom et Keolis. Le Président français a par ailleurs annoncé la création en Côte d'Ivoire d'un hub régional d'enseignement supérieur franco-ivoirien et d'une Ecole nationale à vocation régionale pour la lutte contre le terrorisme.

✉ saint-jerome.koffi@dgtrésor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

